

OBSERVATOIRE PLURIANNUEL DES ENJEUX  
SOCIOPOLITIQUES ET SÉCURITAIRES  
EN AFRIQUE ÉQUATORIALE ET  
DANS LES ÎLES DU GOLFE DE GUINÉE



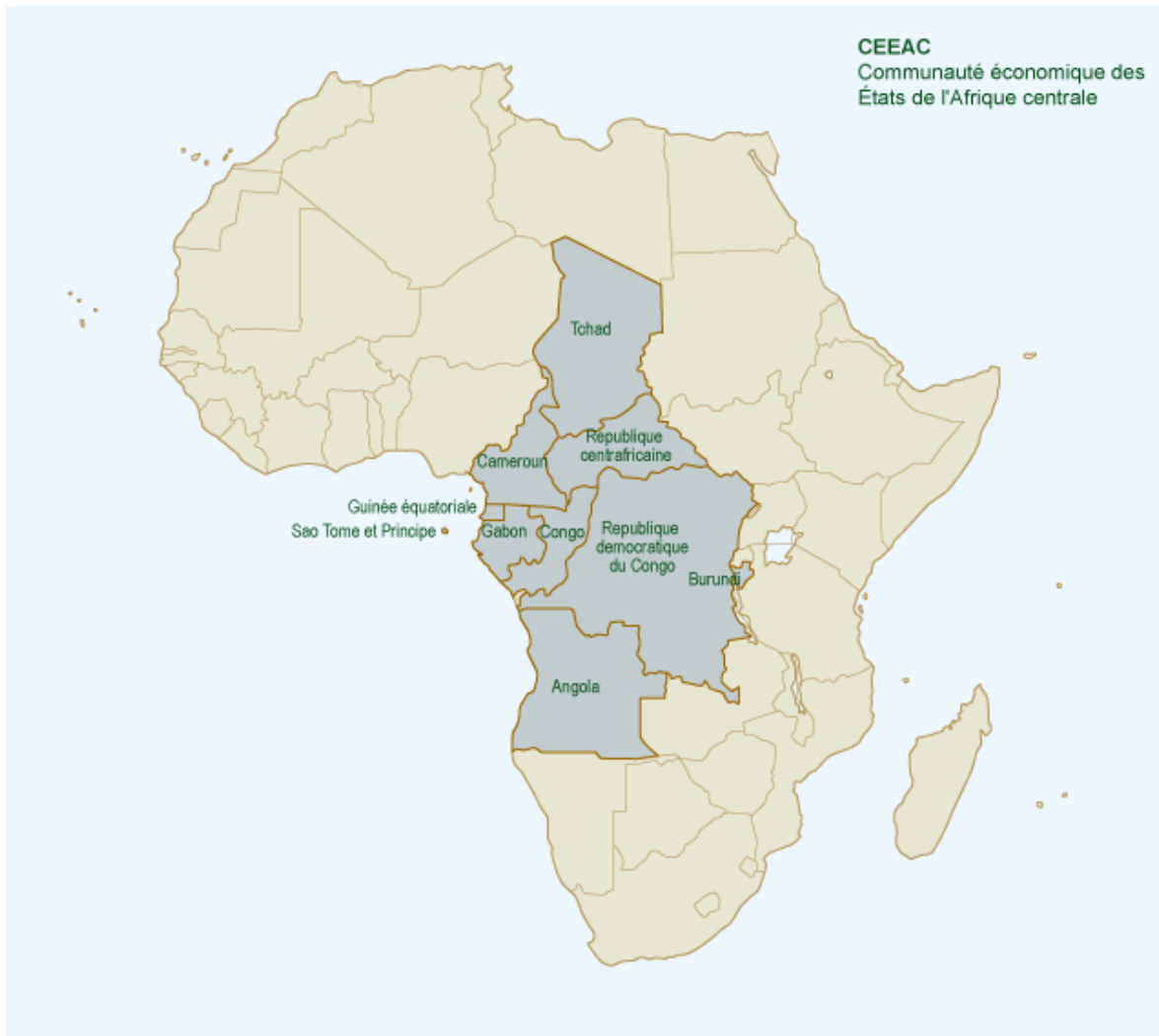
*Projet financé par le Ministère de la Défense  
de la République française  
Délégation aux Affaires Stratégiques*



# STRATÉGIES D'ÉMERGENCE DES ÉTATS D'AFRIQUE CENTRALE ET ÉQUATORIALE : FONDEMENTS ET CARACTÉRISTIQUES

## Table des matières

Carte des 10 pays membres de la CEEAC.....	3
INTRODUCTION.....	4
A) Le Cameroun : Vision 2035.....	5
Les relations entre le Cameroun et les émergents.....	6
B) Le Congo-Brazzaville : le Plan national de développement (PND).....	11
Les relations entre le Congo et les émergents.....	12
C) Le « Gabon émergent ».....	16
Les relations entre le Gabon et les émergents.....	18
D) La Guinée équatoriale : Vision 2020.....	21
Les relations entre la Guinée équatoriale et les émergents.....	22
CONCLUSION.....	27



Carte des 10 pays membres de la CEEAC

(Communauté économique des États d'Afrique centrale – source : *TDRP*)

## INTRODUCTION

Avec une croissance estimée à 6,2 % pour 2014, l'Afrique centrale figure parmi les régions les plus dynamiques du continent et parmi les zones de convergence des pays émergents<sup>1</sup>. Ces derniers, dont la Chine, jouent effectivement un rôle déterminant dans l'accélération de la croissance économique africaine depuis une décennie, en important des quantités substantielles de matières premières et en exportant en retour des biens manufacturés vers les pays africains.

La demande et les prix élevés des produits de base – notamment des hydrocarbures et des minerais – ont dopé les recettes des États, tandis que les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont stimulé l'investissement privé<sup>2</sup>. Toutefois, selon une étude récente (Yoonyoung Cho et Bienvenue Tien, 2014<sup>3</sup>) consacrée à l'analyse des sources de la croissance dans 32 pays d'Afrique subsaharienne, ce dynamisme économique n'est pas exclusivement lié à la demande des produits de base, qu'il s'agisse ou non de pétrole. En effet, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne parmi ceux qui ont connu des taux de croissance élevés ainsi qu'un essor significatif d'IDE, sont dépourvus de ressources naturelles<sup>4</sup>. Depuis une décennie, les pays africains ont amorcé des réformes pour bâtir des économies plus attractives. Divers facteurs contribuent donc à l'embellie économique parmi lesquels, une plus grande stabilité politique, une amélioration relative de la gouvernance, l'essor des aides et les allègements de dette, qui ont accru la marge de manœuvre des États, permettant à ceux-ci d'investir notamment dans l'éducation, selon les pays, et surtout les infrastructures<sup>5</sup>.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les programmes de développement économique de nombre d'États africains – « Vision 2035 » pour le Cameroun, « Vision 2025 » pour le Gabon, « Vision 2020 » pour la Guinée équatoriale etc. –, largement inspirés de la trajectoire des pays émergents. Au-delà de leurs spécificités et déclinaisons, tous visent une transformation rapide des structures des économies et l'amélioration significative des conditions d'existence des populations dans les décennies qui viennent. Ces programmes constituent à bien des égards un tournant majeur pour l'ensemble de ces pays : « *Après une longue période d'abandon de la planification à la suite des plans d'ajustement structurel des années 1990, durant lesquelles les politiques économiques étaient pilotées par les institutions de Bretton Woods, la puissance publique est de retour sur le terrain de la stratégie économique*<sup>6</sup>. » Si les émergents sont incontestablement la source d'inspiration de ces programmes de développement économique, leur articulation avec les politiques bilatérales (dialogues, forums, échanges d'élites, etc.) et les stratégies commerciales ciblant les émergents, n'est pas toujours aisée à déceler tant le processus est encore récent et complexe.

1. [Perspectives économiques en Afrique 2014](#), Afrique centrale, Banque africaine de développement (BAD), 2014.

2. Les flux d'IDE vers l'Afrique provenant de l'Inde, de la Chine et du Brésil sont passés de 18 % du total entre 1995 et 1999 à 21 % entre 2000 et 2008. [Coopération entre les BRICS et l'Afrique : conséquences sur la croissance, l'emploi et la transformation structurelle en Afrique](#), Commission économique pour l'Afrique, 2013.

3. Nicolas Teisserenc, [Émergence : qui conseille les pays africains ?](#), *Jeune Afrique*, 10 juin 2014.

4. [Sub-Saharan Africa's Recent Growth Spurt: An Analysis of the Sources of Growth](#), *The World Bank*, mai 2014 ; [Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, maintenir le rythme](#). FMI, 2013.

5. [Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, maintenir le rythme](#). FMI, 2013.

6. Nicolas Teisserenc, [Émergence : qui conseille les pays africains ?](#), *Jeune Afrique*, 10 juin 2014.

## A) Le Cameroun : Vision 2035

La vision d'ensemble du Cameroun à l'horizon 2035, élaborée en 2003 puis revue en 2009, plus connue sous le label « Le Cameroun : un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité », est un projet programmatique contenu dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi<sup>7</sup> (DSCE). Les objectifs principaux de ce projet visent la réduction du taux de pauvreté à un niveau résiduel et socialement tolérable ; l'accession du Cameroun au statut de pays à revenu intermédiaire et la transformation du Cameroun en nouveau pays industrialisé<sup>8</sup>.

Le programme se décline en étapes, visant dans un premier temps à jeter les bases d'une croissance durable grâce à d'importants investissements dans les infrastructures et ainsi qu'à la modernisation de l'appareil de production. Il s'agit de doter le pays d'infrastructures de production d'énergie, de transport, d'approvisionnement en eau, de routes et d'équipements industriels et miniers. En effet, bien que le Cameroun dispose de l'économie la plus diversifiée de l'espace CEMAC-CEEAC, il partage encore avec les autres économies de la région le même dualisme structurel marqué par un secteur commercial relativement restreint, reposant sur l'extraction et l'exportation de produits de base. Cette dernière dépendance est un facteur de vulnérabilité aux fluctuations économiques internationales, notamment à l'évolution des prix des minerais et matières premières. L'ambition du Cameroun est de faire passer son économie de la phase primaire à la phase de substitution des importations en portant la contribution de la production manufacturière à plus de 23 % du PIB, contre 11 % actuellement, et celle du secteur secondaire dans son ensemble (y compris les industries extractives) à plus de 40 % du PIB<sup>9</sup>.

Cet essor industriel s'accompagnerait d'une amélioration significative du climat des affaires et de la gouvernance, tout en favorisant une croissance inclusive et génératrice d'emplois. L'accélération de la croissance – qui devra atteindre les deux chiffres d'ici 2017, notamment grâce à l'accroissement de la demande de consommation comme celle des investissements –, permettra de doubler le revenu moyen pour faire passer le Cameroun de la classe des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire<sup>10</sup>. Enfin, le stade de pays émergent consacrerait l'intégration du Cameroun à l'économie mondiale, le pays se sera alors doté d'une structure de production et d'exportation à dominance industrielle, stimulée par l'intensification des échanges régionaux et internationaux et bénéficiant d'un système financier capable de mobiliser à l'intérieur comme à l'extérieur les financements nécessaires à la poursuite de sa croissance.

---

7. [Document de stratégies pour la croissance et l'emploi](#) (DSCE), Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020, août 2009.

8. *Idem* (DSCE). La réduction de la pauvreté consistera à ramener le taux de pauvreté monétaire de 39,9 %, selon les estimations de 2007, à 28,7 % à l'horizon 2020, tout en réalisant parallèlement l'ensemble des OMD.

9. DSCE.

10. DSCE.

Bien que la lutte contre la corruption<sup>11</sup> reste un défi majeur pour le Cameroun, et un écueil pour la croissance de son économie et de son commerce, la situation du pays s'améliore graduellement. L'indice de perception de la corruption (IPC) est passé de 2,3 en 2006 à 2,5 en 2011<sup>12</sup>. Depuis 2010, également, un mécanisme de dialogue public-privé consacré à l'amélioration du climat des affaires, a été initié conjointement par le gouvernement camerounais et l'IFC (société financière internationale) du groupe de la Banque mondiale<sup>13</sup>.

Dans la perspective de réalisation de ses objectifs, le DSCE entend également explorer toutes les possibilités offertes par la coopération régionale, et notamment par la promotion des relations commerciales dans le cadre de la CEEAC ainsi que par l'intensification des échanges avec le Nigeria. L'émergence du Cameroun procède cependant d'une vision gouvernementale dont les articulations et les stratégies de convergence avec les émergents s'esquissent à peine<sup>14</sup>. Par ailleurs, la visibilité du programme reste pour l'essentiel limitée au débat porté notamment par le Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam), sur les obstacles à la mise en œuvre de la « Vision 2035 », les occasions internes d'échange étant rares.

### *Les relations entre le Cameroun et les émergents*

#### La Chine

Les relations entre la Chine le Cameroun ont été établies en 1971, mais ont connu une amplification à partir des années 1990. Le Cameroun a soutenu sans discontinuer la politique d'une seule Chine, face à Taiwan. Aussi, la Chine considère le Cameroun comme un partenaire stratégique, du fait de son statut géopolitique, et de pays doté d'un port et d'une économie d'importance régionale. La visite du président Hu Jintao au Cameroun début 2007 (30 janvier au 1er février 2007) ainsi que les visites du président camerounais, Paul Biya en Chine en juillet 2010, – le président du Cameroun s'est également rendu en Chine en octobre 1993, septembre 2003 et novembre 2006 –, reflètent tant l'importance de cette relation historique que le statut régional du Cameroun. Depuis lors, on dénombre plus d'une vingtaine de visites entre les deux pays. Le gouvernement chinois a accordé des dons et des prêts concessionnels au Cameroun pour financer différents projets d'infrastructures (hôpitaux, écoles, routes, stades). Les engagements chinois au Cameroun se sont amplifiés depuis l'année 2009 et se sont traduits par la mise en œuvre de divers projets d'infrastructures, ainsi que par un renforcement des liens commerciaux. Le commerce bilatéral s'est notamment accru de 34 % entre 2008 et 2009. On recense à Douala, la capitale économique, la diaspora asiatique la plus nombreuse du Cameroun, exerçant prioritairement dans le petit commerce.

---

11. Quelques réformes en matière de lutte contre la corruption ont été amorcées par le Cameroun dès 2005 en vue de renforcer l'attrait du Cameroun aux investissements : une Chambre des comptes ainsi que l'Agence nationale d'investigation financière (ANIF) ont été mises sur pied, ainsi qu'une Commission nationale anti-corruption (CONAC), dotée de pouvoirs d'investigation et de répression (2006). De même, plusieurs cellules de lutte contre la corruption ont été installées au sein de la plupart des ministères.

12. Pour rappel, l'indice de perception de la corruption (IPC), établi par *Transparency International* mesure la perception par les acteurs du monde des affaires et les analystes-pays du degré de corruption d'un pays, allant de 10 (probité élevée) à 0 (très corrompu).

13. [Présentation du Cameroon Business Forum](#), site du CBF.

14. Eugène Nyambal, « [L'émergence du Cameroun en 2035 est condamnée à l'échec](#) », *Journal du Cameroun*, 18 juin 2014.

Pour ne citer que quelques réalisations significatives, soutenues ou cofinancées par la Chine et touchant aux secteurs stratégiques ou prioritaires : la construction du port en eau profonde de Kribi, d'un investissement de 240 milliards FCFA (365 millions EUR) financé pour 207,7 milliards FCFA (316 millions EUR) par la Chine sur un prêt préférentiel d'*Exim Bank*, le reste étant assuré par l'État camerounais. Conçu pour accueillir des navires de 40 000 à 70 000 tonnes, ce port à vocation sous-régionale est considéré comme « *l'investissement portuaire le plus important d'Afrique centrale et de l'Ouest* »<sup>15</sup>. Comprenant la construction des barrages de Mékin et de Memvé'élé, visant à résorber le déficit énergétique chronique qui entrave l'essor industriel du pays, le projet Hydro-Mekin est financé par *Exim Bank* de Chine à hauteur de 85 % du coût du projet, soit un montant de près de 25 milliards FCFA (38 millions EUR) avec 15 % de contrepartie camerounaise. L'entreprise *China National Electric Engineering Co. Ltd* est chargée d'exécuter les travaux depuis le 25 octobre 2010<sup>16</sup>. Réalisé par l'entreprise chinoise Sinohydro pour un montant total de 420 milliards FCFA (640 millions EUR), le barrage de Memvé'élé est quant à lui financé à hauteur de 243 milliards FCFA (environ 370 millions EUR) par *Exim Bank of China*, 65 milliards FCFA par l'État du Cameroun et 112 milliards de FCFA par la Banque africaine de développement (BAD)<sup>17</sup> ; l'Autoroute Yaoundé-Douala<sup>18</sup>, dont la construction à partir de 2014 est assurée par la *China First Highway Engineering*, sur une participation d'*Exim Bank* pour 241 milliards FCFA (367 millions EUR) ; enfin, le parachèvement du réseau national de câble à fibre optique *Backbone*. La pose de la fibre optique constitue une étape indispensable pour le développement des technologies de l'information et de la communication au Cameroun, où le taux de pénétration des TIC n'était que de 2 % en 2010<sup>19</sup>. Le 12 novembre 2013, divers accords de prêt avaient été signés à Yaoundé : notamment un prêt d'une valeur de 84,7 milliards FCFA (129 millions EUR) pour le projet d'alimentation en eau potable de cinq villes (Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangmélina) et un prêt d'une valeur de 77,77 milliards FCFA (118 millions EUR) pour le financement partiel du réseau national de télécommunication d'urgence<sup>20</sup>.

Selon la Délégation aux affaires économiques, entre 2011 et 2012, la Chine a été le premier partenaire commercial du pays avec, en valeur relative, 15 % des exportations camerounaises. Parmi ces exportations, le Cameroun a exporté vers la Chine 66 000 tonnes<sup>21</sup> de coton en 2013, soit près de 32 % de la production totale de la Société de développement du coton (SODECOTON), faisant du Cameroun le deuxième fournisseur de la Chine derrière le Burkina Faso (95 000 tonnes en 2013)<sup>22</sup>. Quelque 10,4 % des importations du Cameroun proviennent de la Chine, (après le Nigeria, 17,8 %, et la France, 11,8 %)<sup>23</sup>.

15. [Le port de Kribi prépare son entrée en service](#), *Xinhua*, le 14 juin 2014.

16. [Le barrage hydroélectrique de Mekin](#), ministère de l'Eau et de l'énergie.

17. [Le Cameroun à la recherche de 23 milliards FCFA pour financer le barrage de Memvé'élé](#), *Ecofin*, 10 décembre 2013.

18. [China First Highway Engineering construira l'autoroute Yaoundé-Douala](#), *Ecofin*, 30 juin 2012.

19. Coopération Chine-Afrique : [Une grande influence dans les télécommunications](#), *Cameroon Tribune*, 16 novembre 2010.

20. [Les gouvernements chinois et camerounais signent un accord dans les télécoms](#), *Xinhua*, 12 novembre 2013.

21. Ce volume a décru de 7,3 % par rapport à l'année précédente.

22. *Investir au Cameroun*, 3 février 2014, repris par *le Monitoring quotidien du MARAC*, n° 017, 3 février 2014, p.7-8.

23. « [In 2011-2012, China became Cameroon's first customer, while Nigeria remains its main supplier](#) », *Business in Cameroon*, 15 décembre 2013.

Sur le plan des échanges culturels, l'Institut Confucius, logé dans l'enceinte de l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), participe, depuis 2007, à l'apprentissage et la vulgarisation de la langue chinoise au Cameroun<sup>24</sup>.

### La Turquie

La Turquie dispose d'une ambassade à Yaoundé depuis janvier 2010, mais l'ouverture de la première ambassade du Cameroun à Ankara eut lieu en mars 2014. Toutefois, le président turc Abdullah Gül avait fait son premier voyage à Yaoundé les 16 et 17 mars 2010. La première visite d'État, côté camerounais, a été effectuée à Ankara du 25 et 26 mars 2013. Le premier forum économique Cameroun-Turquie organisé à Istanbul le 27 mars 2013 par la Confédération turque des hommes d'affaires et des industriels (TUSKON) et le Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM), démontre le caractère également économique de cette visite. À l'issue de celle-ci, les deux parties avaient convenu de porter le volume des échanges bilatéraux à 250 milliards FCFA (381 millions EUR) en 2015 et d'installer au Cameroun l'antenne sous-régionale de l'Agence turque de coopération internationale et de développement en Afrique (TIKA).

En août 2008, le ministre camerounais de l'Économie, de la planification et du développement régional avait participé au premier Sommet de la coopération Turquie-Afrique, qui s'est tenu à Istanbul, et a tenu une réunion avec le président de la République de Turquie à cette occasion. En novembre 2013, le Vice-Premier ministre turc en charge des relations avec l'extérieur, a effectué une visite au Cameroun, en vue de nouer des échanges interparlementaires entre les deux pays et s'est entretenu avec les deux présidents des chambres du parlement camerounais<sup>25</sup>. Par ailleurs, les investisseurs turcs du secteur de l'immobilier et des infrastructures sociales ont manifesté leur intérêt pour le secteur immobilier et réservé une enveloppe d'un montant total de 360 millions USD, (274 millions EUR), en vue de la réalisation de projets au Cameroun<sup>26</sup>.

La coopération camerouno-turque a été enrichie, lors de la visite de Paul Biya à Ankara en 2013, de sept nouveaux accords portant sur le tourisme, la défense, l'audiovisuel, les académies diplomatiques, l'exploitation minière, l'énergie et les hydrocarbures<sup>27</sup>. Bien que des données statistiques à propos du volume des échanges entre le Cameroun et la Turquie soient encore rares, sa valeur est estimée à 75 milliards FCFA (114 millions EUR) pour 2013. Le Cameroun importe de la Turquie des biens manufacturés, produits alimentaires et intrants agricoles pour une valeur de 50 milliards FCFA (76 millions EUR). En retour, le Cameroun exporte vers la Turquie du bois, du pétrole brut, de l'aluminium pour une valeur totale de 25 milliards FCFA<sup>28</sup> (38 millions EUR).

Sur le plan culturel, le gouvernement turc alloue chaque année des bourses d'enseignement supérieur aux étudiants camerounais. Tandis que deux écoles privées turques sont ouvertes, l'une à Yaoundé et l'autre à Ngaoundéré dans le nord du pays.

---

24. [www.irc.cm](http://www.irc.cm)

25. *Cameroon Tribune*, 11 novembre 2013, repris par *le Monitoring quotidien du MARAC*, n° 090, p. 7-8.

26. « [180 milliards de financements turcs disponibles pour des projets immobiliers au Cameroun](#) », *Investir au Cameroun*, 7 mars 2014.

27. Badjang ba Nken, « Les retombées d'une visite intense », *Cameroon Tribune*, 1<sup>er</sup> avril 2013.

28. Badjang ba Nken, « La Turquie : une puissance émergente », *Cameroon Tribune*, 25 mars 2013, p. 4.



## Le Brésil

Les relations diplomatiques entre le Cameroun et le Brésil ont été établies en 1976, mais la réouverture de l'ambassade du Brésil à Yaoundé remonte à 2005. C'est à l'occasion de la visite du président brésilien Luiz Inacio da Silva au Cameroun, du 10 au 11 avril 2005, que les relations connaissent un nouvel essor et se ponctuent par diverses visites d'échanges au niveau ministériel. Le président camerounais Paul Biya fera un voyage au Brésil du 4 au 5 août 2010. À l'occasion de cette visite, les deux parties ont convenu de la relance des travaux de la commission mixte bilatérale Brésil-Cameroun. Des accords de partenariat sont également conclus, notamment en matière de pêche et d'aquaculture, dans le transfert de technologies dans les secteurs agropastoral et de la sécurité maritime, entre autres. En 2004, le volume global des échanges entre le Brésil et le Cameroun ne dépassait pas les 9 milliards FCFA (14 millions EUR). En 2010, ces échanges représentaient une valeur de près de 60 milliards FCFA (91 millions EUR), soit une croissance de 72,4 % par rapport l'année 2009. Le Cameroun importe du Brésil trois groupes de produits : le fer et l'acier, 40,1 % de l'alumine totale, les produits chimiques inorganiques (20,3 %) et les céréales (8,6 %). En 2009, les exportations du Cameroun vers le Brésil étaient constituées à 72,2 % de caoutchouc et 20,4 % de bois. Au premier semestre 2010, le volume de ces exportations, était constitué à 97,6 % des produits pétroliers, et avait atteint 50 milliards FCFA (76 millions EUR)<sup>29</sup>.

L'impact global de ces échanges pour, l'économie camerounaise, suppose que l'économie brésilienne continue de fournir au Cameroun des produits à fortes valeurs ajoutées, pour que les pays puisse bénéficier de l'atout que représente le Brésil en termes d'avancées technologiques, économiques et techniques<sup>30</sup>.

Les relations entre le Cameroun et le Brésil privilégient la coopération dans le domaine économique, technique et agricole. Il s'agit d'une coopération davantage économique que politique, qui s'inscrit dans la perspective de la diplomatie économique commerciale que chacun des deux pays entend développer à travers le monde. Toutefois, la visite de navires de guerre brésiliens dans le port de Yaoundé rappelle l'importance de l'espace du golfe de Guinée dans le dispositif et le concept stratégiques de défense de l'Atlantique Sud revendiqué par le Brésil.

## L'Inde

La représentation diplomatique de l'Inde est assurée par un Haut-Commissaire, basé au Nigeria, mais ayant compétence sur le Cameroun et d'autres pays du golfe de Guinée – comme le Bénin, le Tchad, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe. L'Inde dispose également d'un consulat honoraire à Douala. Les échanges aux niveaux consulaire et politique sont fréquents. En mars 2013, le Premier ministre camerounais, a effectué une visite à New Delhi accompagné de sept ministres et d'une importante délégation d'hommes d'affaires, pour assister à l'*Africa CII / Exim Bank Conclave*, organisé par la Confédération de l'industrie indienne (CII) et l'*Exim Bank*. En septembre 2012, le ministre de l'Économie et de la planification et la ministre de la Protection sociale, ont effectué une visite en Inde dans le cadre de la signature d'une ligne de crédit de 42 millions USD, accordée pour un Projet de production de manioc.

29. [Première visite d'un président Camerounais au Brésil](#), *Journal du Cameroun*, 4 août 2010.

30. Idriss Linge, [Fin de séjour pour le chef d'État camerounais au Brésil](#) *Journal du Cameroun*, 6 août 2010.

Bien qu'il demeure relativement modeste au regard des volumes échangés avec des pays comme la Chine, le commerce bilatéral indo-camerounais est en progression. Pour la période 2013-2014 le commerce bilatéral a totalisé un volume de quelque 528 millions USD.

*Les chiffres du commerce bilatéral (en millions USD)*

Années	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Exports de l'Inde	77,21	118,07	196	251	259,62
Imports de l'Inde	137,35	138,10	524	443	268,20

Source : *Foreign relations India*

Chiffres en juillet 2014

L'Inde intervient dans le domaine de l'agriculture : appui à un projet de développement de la culture du riz et du maïs à Ebolowa, Sud du pays, visant à réduire la dépendance extérieure du Cameroun, ce dernier important pour plus de 200 milliards FCFA (305 millions EUR) de riz et de farine chaque année ; technique (usine de montage de tracteurs à Ebolowa). La firme d'agro-industrie indo-singapourienne Olam International est également active au Cameroun dans la production de café (7 500 hectares) et de cacao (12 000 ha). Le pays est respectivement premier et deuxième producteur sous-régional de ces deux cultures de rente. Dans le secteur minier, la société *Cameroun Alumina Ltd (CAL)*, un consortium dans lequel la société indienne Hindalco détient 45 % de participation (contre 45 % pour les émiratis Dubai Aluminium Company, DUBAL, et 10 % pour Hydromine Inc., des États-Unis) est en négociation avec les autorités camerounaises pour l'exploration de la bauxite dans la région de l'Adamaoua. Leur projet porte sur la construction d'une usine d'alumine avec des infrastructures associées, telles que les installations ferroviaires et portuaires, notamment une voie ferrée longue de 860 km reliant le site d'exploitation au port de Kribi.

En juin 2010, un projet de réseau électronique panafricain a été inauguré au Cameroun, projet dont l'exécution est assurée par la *Telecommunication Consultants India Limited (TCIL)*, au moins jusqu'en 2014. Il s'agit d'un projet Inde-Union africaine, de réseau virtuel offrant divers services en ligne dont un centre de télémédecine, hébergé par le Centre hospitalier universitaire de Yaoundé (CHUY), et aujourd'hui opérationnel, développant ainsi la formation à distance (e-learning) à travers la création d'écoles virtuelles. Des accords de convention ont été signés entre l'Université de Yaoundé 1 et des établissements tels que l'*Indira Gandhi National Open University*, la *University of Madras*, le *Birla Institute of Technology and Science* et l'*Amity University*, classées parmi les meilleures universités indiennes. Le Cameroun a été choisi en 2006 par ses pairs de l'Afrique centrale pour abriter le centre sous-régional de l'Afrique centrale. Elle offre également des bourses d'études aux jeunes camerounais. Dans le domaine de la santé, la Compagnie industrielle pharmaceutique (CINPHARM) a été inaugurée en 2010 à Douala. Le transfert des technologies, la formation et le renforcement des capacités du personnel sont assurés par la société indienne CIPLA. La CINPHARM produit des médicaments qui permettraient de lutter contre des maladies courantes telles que le paludisme, le SIDA et la tuberculose. Selon le ministère camerounais de la santé, la production de médicaments dans cette usine permettrait à terme de combler au moins 25 % des besoins nationaux, au lieu de 5 à 6 % comme ce le fut initialement.

Sur le plan culturel et du renforcement des compétences, 31 créneaux de formation ont été attribués au Cameroun pour la période 2011-12, dans le cadre du programme de la Coopération technique et économique (ITEC) indienne, et 15 ont été utilisés. Pour la période 2012-13, 28 des 31

créneaux de formation alloués ont été utilisés et, 35 ont été utilisés pour la période 2013-14. Un diplomate camerounais a assisté à un mois de Cours professionnel pour les diplomates étrangers (PCFD) organisé par l'Institut du service extérieur au ministère des Affaires extérieures en août 2012<sup>31</sup>. Il y a 700-800 expatriés indiens au Cameroun, engagés pour la plupart dans le commerce et les petites entreprises.

### La République d'Afrique du Sud

Les relations diplomatiques avec la République sud-africaine (RSA) datent de la période postapartheid. C'est en janvier 1994, après la réintégration du pays dans le concert des nations, que Yaoundé et Pretoria ont noué des relations marquées par l'ouverture des ambassades. Le 22 septembre 2006 à Yaoundé, le ministre camerounais des Relations extérieures et le ministre sud-africain du Commerce et de l'industrie ont signé le tout premier accord commercial entre les deux pays. Il faut cependant attendre 2009 pour que ce premier accord commercial soit ratifié (Décret 2009/142)<sup>32</sup>. En septembre 2012, une mission économique sud-africaine composée d'officiels et de plusieurs opérateurs économiques sud-africains a séjourné au Cameroun<sup>33</sup>. L'Afrique du Sud est principalement présente au Cameroun sur le marché de la téléphonie mobile, dans le secteur alimentaire et de la distribution (confiserie, vins et spiritueux). En retour, le Cameroun exporte vers l'Afrique du Sud des produits bruts comme le bois ou le pétrole. Toutefois, le volume des échanges entre les deux pays reste encore limité, tandis que le commerce bilatéral est largement favorable à Pretoria. En 2010, en effet, l'excédent commercial était de 58 milliards FCFA (88 millions EUR) alors que les exportations camerounaises vers l'Afrique du Sud atteignaient à peine 1 milliard FCFA (1,5 million EUR). Les autorités camerounaises ambitionnent de rééquilibrer à terme la balance commerciale afin d'inverser, à long terme, son cours actuel.

Le marché de la téléphonie est dominé par MTN Cameroun, filiale locale de l'opérateur sud-africain qui compte 8,7 millions d'abonnés au Cameroun et près de 57 % de part de marché. Dans le secteur alimentaire et de la distribution, les Chocolateries du Cameroun (Chococam), filiale locale du chocolatier sud-africain Tiger Brands, présente dans la distribution du riz et des pâtes alimentaires, a diversifié la gamme de ses produits en se lançant sur le marché du cosmétique<sup>34</sup>. La RSA est détentrice d'un permis industriel, à travers notamment CAMINCO SA (en association avec les Danois et les Norvégiens), pour l'exploitation de l'or de Betaré-Oya (Est-Cameroun).

## **B) Le Congo-Brazzaville : le Plan national de développement (PND)**

L'économie du Congo-Brazzaville reste fortement tributaire des fluctuations du secteur pétrolier, qui représente actuellement 90 % des exportations et 85 % des recettes de l'État. Aussi, le pays s'est doté d'une ambitieuse politique de diversification et d'industrialisation de son économie, à travers

---

31. Le programme comprend des ateliers sur la diplomatie bilatérale, les négociations multilatérales, les compétences de communication et la gestion des crises; l'approche sociopolitique et culturelle de l'Inde, l'économie, et la politique étrangère; les relations internationales.

32. [http://www.mincommerce.gov.cm/portal/attachments/pub\\_7f54bf43e7c9.pdf](http://www.mincommerce.gov.cm/portal/attachments/pub_7f54bf43e7c9.pdf)

33. [Des investisseurs sud-africains au Cameroun](#), ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT), 18 novembre 2012.

34. [Tiger Brands lance la distribution des produits de beauté au Cameroun](#), *Investir au Cameroun*, 13 janvier 2014.

son « Programme national de développement (PND) pour la période 2012-2016 ». Cette vision stratégique déclinée par « grappes d'activités » cible le développement de sept domaines stratégiques : agriculture et agro-alimentaire ; forêts et industries du bois ; pétrole et hydrocarbures ; mines ; bâtiments et matériaux de construction ; tourisme et hôtellerie ; services financiers<sup>35</sup>. En vue de mieux capter et orienter les investissements, et particulièrement les investissements directs étrangers (IDE), le gouvernement congolais a décidé de la création, d'ici 2015, de quatre Zones économiques spéciales (ZES) alliant incitations fiscales et construction d'infrastructures<sup>36</sup>. Regroupées selon les activités auxquelles elles sont dédiées, ces zones économiques traduisent également un zonage régional<sup>37</sup>. Les autorités congolaises tablent sur une expansion constante du secteur pétrolier et sur une croissance soutenue (entre 5 % et 10 %) durant les prochaines années, pour conforter les perspectives d'une modernisation et industrialisation du pays grâce à l'essor d'un secteur privé compétitif et créateur d'emplois. Plus fondamentalement, le Congo espère, avec la création de ces ZES, diversifier les sources de la croissance et prévenir la baisse prévisible de la dynamique pétrolière, alors qu'une grande majorité de ses champs pétroliers en production depuis les années 1980 ont atteint une phase mature et amorcé leur déclin.

### *Les relations entre le Congo et les émergents*

#### La Chine

Le Congo-Brazzaville est l'un des principaux partenaires économiques et commerciaux de la Chine en Afrique centrale. Les relations bilatérales entre les deux pays remontent à l'année 1964. Elles ont pris une nouvelle impulsion à partir des années 2000, après la visite du président congolais, Denis Sassou Nguesso, en Chine, alors que le Congo sortait de plusieurs années de conflit armé. Un accord de partenariat stratégique a été conclu entre les deux pays en juin 2006, prévoyant notamment une enveloppe de l'ordre de 1 milliard USD (740 millions EUR) d'investissements, pour la réalisation de divers projets structurants (routes, barrage hydroélectrique, aménagement ou modernisation des infrastructures aéroportuaires, logements sociaux, hôpitaux, etc.)<sup>38</sup>. En mars 2013, la visite officielle du président chinois Xi Jinping à Brazzaville a été l'occasion de nouveaux accords de coopération. La Chine a apporté au Congo-Brazzaville une importante assistance économique, technique et financière.

Selon les statistiques du ministère chinois du Commerce, fin 2011, les entreprises chinoises représentaient la moitié du marché de l'ingénierie publique du pays et sur les sites de construction<sup>39</sup>. Aussi, la plupart des dépenses d'infrastructures en cours au Congo-Brazzaville sont financées et réalisées par des entreprises chinoises.

---

35. [Le Plan national de développement \(PND\)](#).

36. Vitraulle Mboundou, « [Les zones économiques spéciales : un modèle de réussite?](#) », *Afrique Expansion*, 24 Septembre 2012.

37. La ZES d'activités liées à la pétrochimie et aux mines, établie à Pointe-Noire ; la ZES dédiée aux services – finances, commerce, transport, hôtellerie –, située à Brazzaville) ; la ZES consacrée à l'agriculture et à l'industrie agro-alimentaire, basée à Oyo et Ollombo et la ZES dédiée à la foresterie et à l'écotourisme (à Ouesso).

38. Reflet, magazine de la Direction générale des grands travaux, n° 14, janvier-août 2012.

39. [Rétrospective sur les relations bilatérales sino-congolaises](#), *CCTV.com*, 28 mars 2013.

Ces dernières emportent régulièrement les appels d'offres des bailleurs multilatéraux et bilatéraux<sup>40</sup>. Une société à capitaux mixtes congolais et chinois a ainsi été créée pour développer les deux premières zones économiques spéciales sino-congolaises à Pointe-Noire et à Oyo<sup>41</sup>. Tandis que les sociétés chinoises China Machinery Engineering Corporation (CMEC) et Huawei participent à la mise en service prochaine du réseau national de fibre optique dans la partie septentrionale du Congo<sup>42</sup>. Dans la perspective d'accroître sa capacité d'importation et d'exportation des marchandises du Congo, le gouvernement va construire, en partenariat avec la Chine, un port minéralier dans la zone de Pointe-Noire. Les travaux ont été confiés à la société chinoise *China Road And Bridge Corporation* (CRBC) et visent à renforcer la capacité du port autonome de Pointe-Noire, qui est l'un des plus importants du golfe de Guinée<sup>43</sup>. Toujours dans le champ des infrastructures, la Chine appuie le Congo dans l'amélioration de l'accès à l'électricité avec la construction d'une nouvelle ligne électrique financée à plus de 4 milliards de FCFA (6 millions EUR) dont 85 % pour la Chine et 15 % pour le Congo. Cette ligne permet d'alimenter Makoua (centre du pays) avec l'énergie du barrage hydroélectrique d'Imboulou (120MW) qui est aussi le résultat du partenariat stratégique entre la Chine et le Congo<sup>44</sup>. Les travaux de construction de cette ligne ont été réalisés par la société chinoise CMEC-IEC. Avec les multiples prêts bonifiés accordés via la *China Exim Bank*, la *China Development Bank*, mais aussi par les acteurs de la coopération décentralisée ou encore les investissements des opérateurs privés, la Chine est de loin le plus grand créancier du pays.

Le volume des échanges commerciaux entre la Chine et le Congo a atteint 5,87 milliards USD entre janvier et novembre 2013, contre 290 millions USD en 2002. La Chine exporte principalement vers le Congo des produits mécano-électroniques, du textile et des produits manufacturés. Le Congo exporte vers la Chine du pétrole et des produits de base.

Dans le domaine de l'éducation et des échanges culturels, la Chine attribue chaque année, depuis 1975, des bourses à des étudiants congolais : en 2013, 485 étudiants ont pu poursuivre leurs études en Chine. Des officiels et des ingénieurs congolais ont également pu suivre diverses formations en Chine. En juin 2012, un institut Confucius a ouvert à l'Université congolaise Marien Ngouabi.

### L'Inde

Si la présence économique chinoise au Congo fait désormais l'objet de fréquentes publications, le rôle de l'Inde au Congo reste plus discret et moins documenté. Les relations entre l'Inde et la République du Congo remontent aux lendemains de l'indépendance du Congo, mais se sont intensifiées dans la décennie 2000. Sur le plan des échanges diplomatiques, le ministre congolais des Affaires étrangères, et le ministre du Commerce se sont rendus en Inde, respectivement en novembre 2005 et en octobre 2006. Le ministre congolais de la Défense s'est rendu en Inde en février-mars 2007 à l'invitation de son homologue indien. En juillet 2007, le ministre congolais des

---

40. Leur compétitivité repose sur plusieurs facteurs parmi lesquels des marges moins élevées, un coût d'encadrement plus faible, des coûts d'approche aux sites moins élevés et surtout la prédominance de l'emploi de travailleurs chinois.

41. [Les travaux de construction des zones économiques spéciales démarrent en 2014](#), *Congo site.com*, 26 octobre 2013 ; [Le Congo se dotera d'une loi sur le régime des zones économiques spéciales](#), *Congo site.com*, 7 janvier 2014 ; Stéphane Ballong, « [Les zones économiques spéciales peuvent-elles transformer l'Afrique ?](#) », *Jeune Afrique*, 28 mai 2013.

42. [Bientôt la mise en service d'un réseau de fibre optique](#), *Xinhua*, 25 février 2014.

43. [La Chine va construire le port minéralier de Pointe-Noire](#), *Xinhua*, 10 janvier 2014.

44. [La Chine appuie le Congo dans l'amélioration de l'accès à l'électricité](#), *Africa Time*, 30 janvier 2014.

Transports et de l'Aviation civile a visité l'Inde à l'invitation du ministre indien des Chemins de fer. En mars 2010, le ministre congolais des Affaires étrangères et de la Coopération, accompagné de hauts fonctionnaires, a effectué une visite officielle en Inde, au cours de laquelle les représentants des deux pays ont discuté des différents aspects de leurs relations bilatérales. Les deux parties ont identifié des domaines spécifiques pour développer et renforcer leur coopération bilatérale. Un protocole sur les consultations diplomatiques a été signé le 17 mars 2010. Les premières consultations ont eu lieu à Brazzaville le 21 janvier 2011, et ont été consacrées à l'examen du niveau de coopération existant, les deux parties ayant convenu d'accélérer les investissements bilatéraux.

Le Congo a surtout sollicité l'aide de l'Inde dans les domaines économiques, scientifiques et techniques, le secteur de l'infrastructure, en particulier les chemins de fer. Les principaux axes de la coopération touchent aux secteurs de l'agriculture, des transports ferroviaires, de la technologie de l'information, de l'industrie, de la santé, du pétrole et des produits pharmaceutiques. Des délégations congolaises de haut niveau, conduites notamment par les ministres en charge de la Zone économique spéciale, du développement industriel et de la Promotion du secteur privé, ainsi que de la Jeunesse ont participé depuis 2011 au Conclave CII-EXIM Bank sur le Partenariat Inde-Afrique, organisé annuellement à New Delhi.

En 2011, l'Inde a accordé une ligne de crédit de 70 millions USD pour financer un projet d'électrification rurale (accord signé en le 19 décembre 2011) dont les travaux sont en cours. En 2014, le gouvernement indien a approuvé une nouvelle ligne de crédit d'un montant de 89,9 millions USD, pour le développement du système de transport dans la capitale Brazzaville et Pointe-Noire. En 2012, le gouvernement indien a fait un don de 500 000 USD d'aide pour la prise en charge des victimes de l'explosion du dépôt de munitions, survenue à Brazzaville le 4 mars de la même année. Les techniciens indiens sont en charge de la mise en place du système de connexion à haut débit en cours d'installation à Brazzaville dans le cadre du projet de réseau internet panafricain, destiné à dispenser des programmes de télé-enseignement et télémédecine. En marge du Sommet du Forum Inde-Afrique (IAFS-II), l'Inde a proposé la mise en place d'un parc de technologie rurale (RTP) ainsi qu'un Laboratoire de contrôle des aliments (FTL). Dans ce même cadre (IAFS-II), le gouvernement indien a proposé la mise en place d'un Centre de démonstration et de production de semences agricoles en République du Congo.

S'agissant des relations commerciales, les exportations indiennes vers le Congo-Brazza représentaient un volume de 136,15 millions USD pour la période 2006-2007, pour atteindre 199,12 millions pour la période 2012-2013<sup>45</sup>. Le volume des importations en provenance du Congo est passé de 59,7 millions USD pour la période 2006-2007, à 543,33 millions pour la période 2010-2011, et à 454,72 pour la période 2012-2013<sup>46</sup>.

---

45. [Portal Foreign relations](#), India.

46. Même source.

*Les chiffres du commerce bilatéral (en millions USD)*

Années	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
<b>Les exportations vers la RC</b>	136,15	151,41	209,81	196,2	241,88	347,4	199,12	210,51
<b>Importations depuis la RC</b>	59,7	104,24	487,28	545,2	543,33	258,91	454,72	90,02

Source : *Foreign Relations India.*

Chiffres en juillet 2014

L'Inde importe principalement du Congo le minerai métallique et de la ferraille, les produits chimiques organiques, perles, pierres semi-précieuses, des graines oléagineuses et du pétrole. Le Congo importe principalement de l'Inde, le riz, le thé, les spiritueux et boissons diverses, du textile des métiers mécaniques, les produits pharmaceutiques, les produits à base de viande, articles de ménage en acier, vélos, etc. L'Inde est particulièrement présente dans le secteur de la communication *Airtel Congo S.A.*, filiale du premier opérateur en téléphonie mobile de l'Inde Bharti Airtel, est le leader des télécommunications cellulaires au Congo avec 65 % de part de marché et 786 villes et localité couvertes.

Dans le cadre de son Programme de renforcement des compétences à destination des pays partenaires (ITEC), le gouvernement indien a alloué 25 « créneaux de formation » au Congo pour l'année 2012-2013, dont 9 ont été utilisés. De même 12 bourses ont été attribuées dans le cadre du programme de formation de l'*Indian Council for Cultural relations (ICCR)* pour 2014-2015. Enfin, 6 cadres du gouvernement ont pris part aux formations en 2012-2013 et 2 au cours de 2013-2014, dans le cadre du Programme de renforcement de l'AIFS-II.

Le Brésil

Les activités brésiliennes au Congo sont diverses et couvrent les secteurs des produits agroalimentaires, de l'hydraulique, la construction des infrastructures, etc. La société brésilienne Asperbras est présente au Congo dans le secteur de l'énergie (projet eau pour tous) et le développement industriel. Elle gère le Centre commercial et industriel de Mandièle/Maloukou. Projet majeur et intégrateur, le chantier de la zone commerciale et industrielle de Maloukou Tréchet se développera en plusieurs phases : construction de seize usines, d'une centrale frigorifique et quatre magasins généraux qui serviront à l'écoulement de la production industrielle ; construction d'une sous-station d'électricité, d'une station d'épuration d'eau et des effluents avant leur rejet dans la nature<sup>47</sup>. Ce projet entre dans la réalisation des zones économiques spéciales. Redevables d'une dette de 352 millions USD à l'égard du Brésil, le Congo figurait, en mai 2013, parmi les 12 pays bénéficiaires de l'annulation de la dette brésilienne, annoncé à l'occasion du sommet célébrant les 50 ans de l'UA.

47. [Lancement des travaux de la zone industrielle et commerciale de Brazzaville](#). Délégation générale des grands travaux.

## L'Afrique du Sud

Le Congo a bénéficié de plusieurs réalisations dans divers secteurs, dans le cadre de la coopération économique avec l'Afrique du Sud. Au nombre de celles-ci, en premier lieu, l'ouverture des lignes aériennes directes Brazzaville-Johannesburg et Pointe-Noire–Johannesburg qui favorise depuis septembre 2012, aussi bien le mouvement des populations que les échanges économiques entre les deux pays. Dans le domaine agricole, le Congo accueille depuis décembre 2011, une quinzaine de familles de fermiers sud-africains<sup>48</sup>, auxquels l'État congolais a cédé près de 80 000 hectares de terres pour une durée déterminée (25 ans), en vue d'apporter leur expertise en matière d'activités agro-pastorales. Le Congo importe chaque année pour près de 130 milliards de FCFA<sup>49</sup> (260 millions USD) de denrées alimentaires, alors que l'agriculture congolaise reste un secteur sous exploité dans un pays où 2 % seulement des 10 millions d'hectares de terres arables sont mis en valeur. Faisant suite à l'installation des fermiers sud-africains, une société sud-africaine, *Afri-Com*, spécialisée dans le domaine agro-pastoral, s'implantera également en République du Congo en vue de la construction à Pointe-Noire, d'une usine de production de fertilisants. *Afri-Com*, compte pourvoir plus de 10 000 emplois, dans le cadre de ses activités et se propose également d'installer une usine de montage de machines agricoles dans cette région convoitée par les entreprises désireuses d'exploiter les riches gisements de potasses dont elle regorge<sup>50</sup>.

Dans le secteur des télécommunications, la présence de la société MTN au Congo contribue non seulement à la réduction de la fracture numérique, mais aussi au renforcement du tissu économique du pays. Le taux de couverture actuel est de plus de 80 % de la population congolaise. MTN Congo compte à ce jour plus d'un million d'abonnés avec près de 300 emplois directs et plus de 10 000 emplois indirects. Tous ces emplois font de MTN Congo l'un des plus importants employeurs au Congo. Dans le domaine de la sécurité, les deux pays ont signé le 9 décembre un mémorandum d'entente, créant un comité de défense mixte en vue de renforcer une coopération militaire Sud-Sud<sup>51</sup>.

## **C) Le « Gabon émergent »**

Depuis l'élection du président Ali Bongo Ondimba en 2009, le Gabon s'est lancé dans l'ambitieux projet d'une émergence économique à l'horizon 2025. Le plan stratégique « Gabon émergent », ambitionne d'atteindre une croissance diversifiée, inclusive et durable, en s'appuyant sur la valorisation du potentiel énergétique, minier, forestier, touristique, agricole et agroindustriel du pays. L'épuisement annoncé des ressources pétrolières justifie une stratégie de diversification économique dont le pilier industriel repose sur une valorisation locale des matières premières.

Bien que l'attrait économique du pays repose en grande partie sur les matières premières comme le pétrole, le bois, le manganèse et le fer qu'il possède, aucune dynamique de développement ne peut être garantie par la seule exportation des matières premières. Aussi la diversification de l'économie envisagée par les autorités gabonaises accorde une part importante à l'attractivité des

48. Congo South Africa: [land deals raise food security hopes](#), *IRIN*, juin 2011.

49. *Idem*.

50. [Expérimentation agricole des investisseurs sud-africains](#), *Pana press*, 30 juillet 2014.

51. [La République du Congo et l'Afrique du Sud renforcent leur coopération militaire](#), 10 décembre 2011.



autres secteurs économiques aux IDE. Cette attractivité passe par l'amélioration du climat des affaires pour stimuler le développement du secteur privé<sup>52</sup> ; le renforcement des infrastructures pour susciter des pôles de croissance hors du secteur pétrolier ; la préservation des ressources naturelles. La communauté internationale et le gouvernement gabonais reconnaissent la fragilité et l'importance des écosystèmes gabonais – 85 % du Gabon sont couverts de forêts tropicales d'une grande diversité écologique et très importante pour la sauvegarde de la planète par leur captage du gaz carbonique. Aussi, le second pilier, de l'émergent, « le Gabon vert », vise à préserver l'écosystème en intégrant la dimension environnementale dans chacun des projets du pays.

Concilier la diversification économique et le développement durable suppose aussi un arrimage durable du Gabon aux échanges commerciaux sous-régionaux et internationaux. Ainsi, la réalisation des objectifs du plan stratégique « Gabon émergent » passe également par une politique de diversification des partenariats existants et d'ouverture aux partenariats stratégiques avec les économies émergentes. Selon le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), « la politique d'ouverture des nouveaux dirigeants marquée par des allègements fiscaux consacrés dans plusieurs secteurs d'activités et les nouvelles facilités qu'offrent le pays en termes d'opportunités sur le marché national », aurait ainsi favorisé une hausse significative d'investissement directs étrangers (IDE) en direction du Gabon<sup>53</sup>. Sur la période 2009-2012 le pays a absorbé 1 235 milliards FCFA (1,9 milliard EUR), contre 775 milliards FCFA (1,2 milliard EUR) entre 2005 et 2008. Selon la CNUCED, « *le Gabon s'est affranchi de la prédominance des entreprises hexagonales en ouvrant son marché aux pays émergents comme la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, la Turquie et en intensifiant ses relations commerciales avec les nouveaux dragons d'Afrique tels que le Maroc* ». C'est par le biais de ces nouveaux partenaires, que « *les investissements consacrés en grande partie au secteur des mines et des hydrocarbures se sont progressivement élargis à d'autres secteurs d'activités jugés stratégiques comme l'électricité, les routes, les télécommunications*<sup>54</sup>...».

L'un des dispositifs emblématiques du nouveau contexte gabonais est celui des Zones économiques spéciales (ZES), expérimenté par les autres pays de la sous-région. La ZES de Nkok<sup>55</sup>, au Gabon, est un projet stratégique consacré à la transformation locale à valeur ajoutée du bois, conçu dans le cadre d'un accord de joint-venture signé entre l'État gabonais (actionnaire à 40 % du projet) et l'entreprise OLAM International de Singapour. La mise en place du parc industriel de Nkok a pour finalité de mettre en place des dispositifs fiscaux et douaniers avantageux afin d'attirer les investisseurs étrangers. Quelque 63 entreprises ont déjà confirmé leur implantation dont une quarantaine dans le secteur industriel : industries du bois, métallurgie, bâtiments et travaux publics (BPT), traitement minier, industries légères. La finalité du projet est aussi de promouvoir l'industrialisation de la filière bois avec à la clé la création d'emplois (entre 2 000 postes –

---

52. Outre l'adoption en 2012 d'un Code des marchés publics visant à promouvoir la transparence et à renforcer les mécanismes de contrôle des achats publics, le Gabon dispose également du Centre de développement des entreprises (CDE), anciennement Agence de promotion des investissements privés (APID), chargé d'accomplir, pour le compte des investisseurs, les démarches administratives nécessaires. Le délai moyen pour la création d'une entreprise au Gabon est passé de 60 jours à environ 9 jours.

53. IDE : [Le Gabon a engrangé 1 235 milliards de FCFA entre 2009-2012](#), *Gabon Review*, 23 juillet 2014.

54. *Idem*.

55. La Zone économique spéciale De Nkok, APIEX, Agence de promotion des investissements et des exportations.

prestataires compris – et 7 000 à l'horizon 2015). Le parc s'étend sur une superficie de 1 126 hectares destinés à l'aménagement, la gestion et le commerce (national, sous-régional et international). Environ 2 millions d'hectares de terres forestières ont été attribués ce projet. Plus fondamentalement ce projet découle de l'interdiction d'exportation de grumes effective depuis 2010. Le régime fiscal, douanier et commercial qui s'y applique repose sur l'exonération fiscale pour les entreprises pendant dix ans, l'exonération de taxe douanière, la liberté de transfert financiers, l'absence de licence d'importation, d'exportation, la réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, etc.

### *Les relations entre le Gabon et les émergents*

#### La Chine

La coopération sino-gabonaise remonte à l'année 1974 et a été consacrée par le Communiqué conjoint sur l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, suivi par l'arrivée de 75 premiers techniciens agricoles chinois, quelques semaines plus tard. La présence chinoise au Gabon n'a cessé de croître et touche désormais les secteurs aussi variés que le BTP (routes, ponts et bâtiments), les secteurs miniers (fer, manganèse) et pétroliers, la pêche ou encore l'exploitation forestière. À la fin de l'année 2000, la somme globale octroyée par la Chine au gouvernement gabonais, à titre de prêts à bas ou sans intérêts s'élevait à plus de 600 millions de yuans (environ 73 millions USD). Ces fonds ont été affectés à la réalisation de divers projets dont l'édification de bâtiments publics (le nouveau palais de l'Assemblée nationale à Libreville), deux centres médicaux (y compris l'envoi de douze équipes médicales chinoises), deux écoles primaires, un laboratoire pharmaceutique à Franceville dans le Sud-Est du pays, une usine de transformation de manioc, la Société orientale du développement agricole au Gabon (SODAG) et deux manufactures de transformation de bois situées au port d'Owendo, etc. Ces relations soutenues ont connu cependant un épisode de tensions autour d'un différend entre l'État gabonais et la firme pétrolière Addax Petroleum filiale de la firme d'État Sinopec. Le conflit avait débuté en décembre 2012, avec la décision du Gabon de retirer à l'Addax l'exploitation du champ d'Obangue pour la confier à Gabon Oil Company (GOC), une compagnie publique gabonaise nouvellement créée. Du point de vue des autorités gabonaises, l'Addax était sanctionné pour avoir manqué à différentes « obligations contractuelles fiscales, douanières et environnementales ». Le pétrolier avait porté le contentieux devant la cour arbitrale de la Chambre internationale de commerce de Paris, mais les négociations en parallèle ont débouché sur un accord à l'amiable, en janvier 2014<sup>56</sup>.

#### La Turquie

La présence de la Turquie au Gabon entre dans le cadre de l'élargissement de ses investissements économiques en Afrique. Le début de cette coopération a été initié en 2000 par la signature à Libreville d'un Accord général de coopération commerciale, économique, culturelle et technique. Plusieurs visites ont émaillé la coopération entre les deux pays. Ainsi la visite du président turc, Abdullah Gül, les 24 et 25 mars 2011 au Gabon, ou encore du Premier ministre turc en janvier 2013, et de celle du président gabonais Ali Bongo Ondimba en Turquie en 2012. La Turquie souhaiterait

---

56. [Fin du bras de fer entre le Gabon et Addax](#), *Jeune Afrique*, 16 janvier 2014 ; [La justice donne raison au Gabon contre Addax](#), *Jeune Afrique*, 13 septembre 2013.

porter à 100 millions de dollars USD, le niveau de ses échanges commerciaux avec le Gabon d'ici 2015<sup>57</sup>.

Les opérateurs turcs se montrent particulièrement intéressés par la construction de barrages hydrauliques, des réseaux de distribution de gaz naturel, des routes, des ponts et des logements<sup>58</sup>.

En marge de chacune des visites des autorités turques au Gabon s'est toujours organisé un forum économique. Celui de 2013 portait sur les opportunités d'investissement au Gabon et en Turquie. Il a vu la participation des acteurs majeurs de l'économie turque tels que des représentants de la confédération patronale turque TUSKON, qui comprend 120 PME/PMI les plus importantes de la Turquie et ENKA, une société turque spécialisée dans la construction de sites industriels, d'infrastructures et d'immeubles diversifiant ses activités dans le monde entier depuis 1980<sup>59</sup>. Quatre autres projets d'accords sont en négociation : collaboration maritime, libre-échange, coopération en matière agricole et transport aérien.

### L'Inde

En ce qui concerne le partenariat Gabon – Inde, les relations datent d'une trentaine d'années. La fin de la première décennie des années 2000 marque la relance progressive de cette coopération ponctuée de plusieurs visites. Lors de sa visite en Inde en novembre 2007, Ali Bongo Ondimba, alors ministre de la Défense du Gabon, rencontre la ministre indienne des Affaires étrangères et visite des centres de formation de la défense et des installations de production. En mai 2007, le ministre gabonais des Mines, du pétrole, de l'énergie et des ressources hydrauliques, et le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration régional ont effectué une visite en Inde. Le ministre des Mines, du pétrole et des hydrocarbures était également en Inde en décembre 2009 dans le cadre de la 2<sup>e</sup> Conférence Inde-Afrique sur les hydrocarbures qui s'est tenue à New Delhi. En mars 2011, le ministre des Affaires étrangères a participé au 7<sup>e</sup> Conclave de la CII-EXIM Bank sur le Partenariat Inde-Afrique.

En mars 2007, l'Inde avait accordé au Gabon une ligne de crédit d'une valeur de 14,5 millions USD pour le financement d'un projet de construction de 300 maisons à Bikele près de Libreville. Le projet n'a été qu'en partie réalisé, en raison de divergences entre le gouvernement gabonais et le consortium indien en charge de l'exécution du projet, notamment sur les diverses questions relatives au déblocage des fonds, à l'octroi des visas et permis de séjour pour les travailleurs indiens. L'*Exim Bank* avait libéré 4,35 millions USD pour ce projet.

Dans le cadre du Programme de renforcement des compétences au profit des cadres des partenaires (ITEC), 25 « créneaux de formation » ont été alloués au Gabon pour la période 2012-2013, dont quatre ont été utilisées. Dans le cadre du processus AIFS (Sommet du Forum Inde-Afrique), trois fonctionnaires gabonais ont reçu une formation pour la période 2012-2013. Huit bourses d'étude ont été octroyées dans le cadre du programme de formation de l'*Indian Council for Cultural Relations* (ICCR) pour la période 2014-2015.

---

57. Biggie Malouana, [Le Gabon vend ses atouts à Izmir](#), *Gabon Review*, 5 septembre 2013.

58. Pierre Eric Mbog Batassi, [La Turquie et le Gabon renforcent leurs relations économiques](#), AFRIK.COM

59. Pierre Eric Mbog Batassi, [Gabon – Turquie : deux nouveaux accords de coopération signés à Libreville](#), AFRIK.COM du 9 janvier 2013.

Par ailleurs, le Gabon figure parmi les 15 premiers pays africains à mettre en œuvre le projet du réseau électronique panafricain, destiné à dispenser des programmes de télé-enseignement et télémédecine. Une connexion VVIP a été mise en place à Libreville dans le cadre de ce projet. Un centre de formation professionnelle sera également mis en place au Gabon, dans le cadre du Plan d'action convenu avec l'Union africaine à la suite du premier Forum Inde-Afrique qui s'est tenu à New-Delhi en avril 2008. Dans le secteur de l'énergie, la compagnie indienne *Oil India Ltd (OIL)* présente au Gabon depuis avril 2006, a annoncé la découverte en juillet 2013, d'une réserve estimée à 41 millions de barils, dans le bloc Onshore Shakti (G4-220), concédé par le gouvernement du Gabon dans le cadre d'une joint-venture. Dans le secteur des communications, l'opérateur *Bharti Airtel* a racheté l'opérateur de téléphonie mobile Zain en 2010. Les firmes *Ramky Infrastructure Ltd* et *M3M India Ltd* ont remporté des contrats pour le développement du secteur de l'infrastructure.

Les principales exportations indiennes vers le Gabon sont constituées de produits carnés, de produits pharmaceutiques, de textile, de fer et de l'acier. Le Gabon exporte principalement du pétrole, du bois et articles dérivés, des minerais, etc.

*Les chiffres du commerce bilatéral (en millions USD)*

Années	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
<b>Exportations vers le Gabon</b>	16,58	16,63	25,90	21,65	25,02	37,55	47,00	54,17
<b>Importations depuis le Gabon</b>	42,09	115,50	120,58	175,12	180,58	307,71	146,26	816,43

Source : *Foreign relations India.*

Chiffres en janvier 2014

### L'Afrique du Sud

Les premiers accords signés entre le Gabon et l'Afrique du Sud datent de 1993. Cependant, c'est en 2005 que la coopération s'est accélérée à la suite de la visite officielle du président Thabo Mbeki. Lors de cette rencontre, de nombreux accords destinés à développer les relations économiques et commerciales ont été conclus. La coopération Gabon-Afrique du Sud s'articule autour de 14 accords bilatéraux, notamment dans les domaines suivants : aéronautique, transport aérien, tourisme, éducation, formation, enseignement supérieur, marine marchande, défense, commerce, promotion et protection réciproque des investissements (destinée à éviter la double taxation des produits gabonais et sud-africains). Actuellement, les deux pays négocieraient des accords dans le domaine de la santé, de l'agriculture et de l'élevage.

Ces dernières années, plusieurs événements marquent la consolidation de ces relations. Signature le 20 mai 2014, de l'Accord de coopération Gabon – Afrique du Sud pour l'amélioration du climat des Affaires entre les deux pays. Cet accord a été signé entre la chambre de commerce, de l'agriculture, de l'industrie, des mines et de l'artisanat du Gabon et celle de Durban en Afrique du Sud. En novembre 2013 a eu lieu la première Conférence économique entre le Gabon et l'Afrique

du Sud<sup>60</sup>. Dans le secteur pétrolier, l'Afrique du Sud est bien présente à travers les activités de la société Petro S.A. Son installation au Gabon faisait suite à l'accord de partenariat signé avec l'État gabonais en octobre 2002, autorisant cette société à exploiter le gaz et à assurer la formation des Gabonais dans toutes les branches d'activités liées à l'industrie pétrolières<sup>61</sup>.

### Le Brésil

La Coopération Gabon – Brésil est probablement la plus discrète de tous les acteurs émergents. Le Brésil ne dispose pas de grands investissements dans le pays, en dehors des activités de la société brésilienne Petrobras qui a acquis en 2011, 50 % de deux blocs de pétrole situés au large du Gabon, avec l'ambition d'apporter sa technologie en matière de forage en grande profondeur<sup>62</sup>. Faisant suite à la vente de 149 bus au Gabon, le Brésil envisage également l'installation d'une usine brésilienne de montage de bus au Gabon<sup>63</sup>. Dans le domaine sécuritaire, on note une même volonté de diversification des partenaires. Dans cette perspective, les navires des marines de guerre brésilienne et turque ont accosté dans les ports gabonais entre mars et avril 2014. Bien que le Gabon n'ait pas fait l'objet d'une exploration particulière de ces derniers, l'escale de Libreville a permis à ces deux pays émergents de respectivement lancer la réflexion sur une éventuelle coopération militaire. Mais le dialogue dans ce sens semble plus avancé avec l'Afrique du Sud et dans une moindre mesure, la Chine.

## **D) La Guinée équatoriale : Vision 2020**

En deux décennies à peine, la production pétrolière a transformé la Guinée équatoriale en un pays à revenu intermédiaire (PRI), avec le revenu par habitant le plus élevé d'Afrique subsaharienne et d'Afrique centrale<sup>64</sup>. En dépit d'une croissance soutenue au cours de la décennie et de ses abondantes ressources naturelles, le pays se singularise par le déficit de ses indicateurs sociaux. Les trois quarts de la population équato-guinéenne vivaient en effet en dessous du seuil de pauvreté, tandis que la création d'emplois dans le secteur non pétrolier reste insuffisante, de même que la capacité institutionnelle du pays<sup>65</sup>.

Outre l'enjeu de la gouvernance démocratique, le principal défi pour la Guinée équatoriale est d'utiliser la ressource pétrolière comme levier d'une croissance plus inclusive et génératrice d'emplois. C'est l'objectif poursuivi par la « Vision 2020 » du gouvernement et son Plan national de développement économique et social (PNDES) 2008-2020, qui ambitionne de transformer le pays en une économie émergente à l'horizon 2020. Le PNDES est articulé autour de quatre axes : mise en place d'infrastructures de classe internationale ; renforcement du capital humain et amélioration de la qualité de vie de la population ; diversification de l'économie et dynamisation du secteur privé ; amélioration de la gouvernance au profit des citoyens.

60. [Le Gabon à la recherche des investisseurs sud-africains](#), *le Journal FRANCO – SA*, 27 novembre 2013.

61. [Une Compagnie pétrolière sud-africaine s'installe au Gabon](#), *PANAPRESS*, 13 octobre 2002.

62. Frédéric Maury, [Pétrole : Petrobras s'installe au Gabon](#), *Jeune Afrique*, 22 juin 2011.

63. [Industrie automobile : Une usine brésilienne de montage de Bus au Gabon ?](#), *Économie Plus Gabon*, 19 novembre 2013

64. 20 572 USD (BM 2013), contre 1 315 (BM 2013) pour le Cameroun ; 3 172 (BM 2013) pour le Congo-Brazzaville et 11 571 USD (BM 2013) pour le Gabon.

65. [Guinée équatoriale document de stratégie-pays 2013-2017](#), *BAD*, juin 2013.

En attendant, la dépendance de l'économie du pays aux hydrocarbures reste un autre défi majeur en raison de la nature capitaliste de ce secteur et de ses liens limités avec le reste de l'économie<sup>66</sup>. Parmi ses stratégies de diversification, la Guinée équatoriale entend notamment se positionner comme un centre régional de transport – marchandises et personnes – et d'approvisionnement en électricité. Ainsi, le pays a largement investi dans l'amélioration de ses installations portuaires et aéroportuaires. Les capacités du port de Malabo ont été renforcées pour accueillir les navires de 16 mètres de tirant d'eau et d'une capacité de charge de 10 000 conteneurs<sup>67</sup>. Malabo pourra servir d'escale aux navires en provenance d'Asie et d'Europe et à destination de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

En ce qui concerne le secteur de l'énergie, le pays dispose de la centrale hydroélectrique de Djibloho de 120 MW qui assure l'autosuffisance de l'île de Bioko en énergie et de la centrale hydroélectrique de Sendje de 200 MW, dont la mise en service 2015 devrait générer un surplus à exporter vers le Cameroun et le Gabon. Toutefois pour réaliser ses objectifs et conforter l'attractivité du pays pour les opérateurs du secteur privé, la Guinée équatoriale doit notamment améliorer le climat des affaires et la lutte contre la corruption<sup>68</sup>. La création d'une Cour des comptes et la décision du gouvernement équato-guinéen de soumettre à nouveau sa candidature pour l'adhésion à l'Initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE) pourraient constituer des signes d'une volonté d'améliorer la gestion des finances publiques et la transparence<sup>69</sup>.

### *Les relations entre la Guinée équatoriale et les émergents*

#### La Chine

De tous les émergents, les investissements et les réalisations chinoises sont parmi les plus visibles et les plus diversifiés. Outre le secteur de l'exploration pétrolière, dans lequel on trouve la *China National Petroleum Corporation*, la présence chinoise en Guinée équatoriale est particulièrement marquée dans le secteur du BTP, avec la *China Road and Bridge Corporation*, *China Gezhouba Group Corporation*, *Tina Road*, *China Dalian International*, et enfin, dans le domaine de la construction des centrales et de réseaux électriques, avec la *Sinohydro* et *China Machinery Engineering Corporation*<sup>70</sup>. Par ailleurs, de nombreux commerces destinés à la vente de produits *made in China* sont tenus par les Chinois et exclusivement. En 2010, le volume du commerce entre la Chine et la Guinée équatoriale a dépassé le milliard USD (plus de 700 millions EUR), dont 598 millions de marchandises importées de Chine. En retour, la Chine a notamment acquis 800 000 tonnes de pétrole (environ 5 % de la production équato-guinéenne), faisant ainsi de la Guinée équatoriale son septième

---

66. En 2012, le secteur pétrolier et gazier a contribué pour environ 77 % à la formation du PIB équato-guinéen, et a représenté près de 100 % des exportations totales et généré 90 % des recettes budgétaires.

67. [Emerging Ecuatorial Guinea](#).

68. L'indice de perception de la corruption (IPC) version 2013 de Transparency International classe la Guinée équatoriale au 154<sup>e</sup> rang sur 177 pays, avec une note de 22 sur 100 (100 indiquant la transparence maximale). Pour 2012, la Guinée équatoriale était classée au 163<sup>e</sup> rang sur 176 pays, avec une note de 20 sur 100.

69. La Guinée équatoriale a été exclue de l'ITIE en 2010, mais cette exclusion a eu un impact limité sur l'attractivité du pays et sur les groupes pétroliers opérant dans le pays, dont ExxonMobil et Total. Voir « [Industries extractives : le difficile chemin vers la transparence](#) », *Jeune Afrique*, 4 avril 2013.

70. Muriel Devey, « [Malabo à l'heure de Pékin](#) », *Jeune Afrique*, 24 juin 2011.

fournisseur en Afrique<sup>71</sup>. Fin 2010, les investissements directs de la Chine en Guinée équatoriale ont atteint 97,64 millions de dollars.

### Le Brésil

Les premières relations diplomatiques entre la Guinée équatoriale et le Brésil remontent aux années 1970<sup>72</sup>. L'intensification des relations, notamment sur le plan commercial, date cependant de la présidence Lula. L'ouverture de l'ambassade du Brésil à Malabo a eu lieu en 2006, et au cours de la même année, Petrobras est entré dans la prospection pétrolière en Guinée équatoriale. Le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema effectue une visite officielle à Brasilia en 2008, et signe des accords de coopération dans plus de 14 domaines, dont l'agriculture, la santé, les transports, le sport, l'éducation et le pétrole. Lors de la visite de Lula en 2010, les deux pays signent des accords bilatéraux dans les domaines de la défense – formation et logistique – et de la coopération technique. Le 25 février 2013, Teodoro Obiang accueillait plusieurs chefs d'États et de gouvernements d'Amérique du Sud, dont la présidente Dilma Rousseff, dans le cadre du 3<sup>e</sup> Sommet de l'ASA (Amérique du Sud-Afrique) qui s'est tenu à Malabo. Les autorités brésiliennes visent à développer les partenariats et à saisir, pour les entreprises brésiliennes, les opportunités offertes, par les multiples chantiers de construction de routes, d'infrastructures, etc., en Guinée équatoriale. L'un des projets les plus importants étant la construction d'une nouvelle capitale, Oyala sur la partie continentale du pays<sup>73</sup>. Plusieurs capitaux et entreprises brésiliens ont investis dans les chantiers, dont Odebrecht, ARG, Andrade Gutierrez, Queiroz Galvão, OEA, soulevant les critiques d'une partie des élus brésiliens à l'endroit du régime de Teodoro Obiang Nguema<sup>74</sup>.

Au-delà des considérations économiques et commerciales, les relations entre la Guinée équatoriale et le Brésil revêtent aussi une double portée politique. En plaidant et obtenant l'entrée de son pays dans la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), Teodoro Obiang entend briser l'isolement relatif d'un régime longtemps autarcique, sur la défensive et enclin à réprimer la dissidence interne, mais aussi fragilisé par son statut d'unique pays hispanophone dans une sous-région dominée par les pays francophones. Revendiquant des racines historiques avec la découverte de l'île de Bioko par les Portugais au XV<sup>e</sup> siècle, Obiang avait décrété en 2007 le portugais comme l'une des langues officielles du pays<sup>75</sup>. Teodoro Obiang entend par ailleurs tirer parti des abondantes ressources pétrolières équato-guinéennes, pour projeter le pays au-delà du continent en se servant du projet de la nouvelle capitale comme vitrine pour attirer les investissements et les partenariats internationaux.

### La Turquie

Les relations entre la Turquie et la Guinée équatoriale sont récentes. L'ambassade de Turquie à Yaoundé est accréditée pour la Guinée équatoriale depuis le 12 Janvier 2010, et la Turquie dispose d'un Consulat général honoraire de la Guinée équatoriale. Les deux pays ont le souhait de

71. Malabo à l'heure de Pékin, *Jeune Afrique*, 24 juin 2011.

72. Emiliano Unzer Macedo, « [Flertando com Plutão: as relações entre o Brasil e a Guiné Equatorial](#) », *Mundorama*, 1<sup>er</sup> avril 2013.

73. [Guinée équatoriale - BTP : Oyala, la folie des grandeurs](#), *Jeune Afrique*, 14 mai 2012.

74. Cláudio Rossi, « [O tirano e o caixeiro-viajante](#) », *Folha de S. Paulo*, 26 mars 2013.

75. Reinaldo Azevedo, « [Bom Negócio para o Ditador](#) », *Veja*, 7 juillet 2010.

développer leurs relations bilatérales dans tous les domaines<sup>76</sup>. La Guinée équatoriale a participé au premier Sommet de la coopération Turquie-Afrique, qui s'est tenu à Istanbul en août 2008 avec une délégation conduite par le président Obiang Nguema. En janvier 2009, le conseiller principal à la présidence de la Turquie, Bahattin Cebeci, s'était rendu en Guinée équatoriale accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires, mais était aussi porteur d'une lettre du président Abdullah Gül, adressée au président de la Guinée équatoriale. Une autre délégation comprenant environ 100 hommes d'affaires turcs s'est également rendue en Guinée équatoriale en décembre 2010 ; un forum d'affaires a été réalisé dans le cadre de cette visite.

Le volume des échanges commerciaux encore naissants, entre les deux pays s'élevait à 32,7 millions USD en 2010, mais s'établissait à 31,3 millions au cours du premier trimestre 2011.

En juin 2014, en marge du Sommet de l'Union africaine qui se tenait à Malabo, la Turquie et la Guinée équatoriale ont convenu de signer un certain nombre d'accords de coopération agricole en novembre, à l'occasion du Sommet Turquie-Afrique qui se tiendra dans la capitale équato-guinéenne en novembre 2014<sup>77</sup>.

### L'Inde

Il n'existe pas d'accords signés entre l'Inde et la Guinée équatoriale, ni de Commission mixte ou comité commercial mixte, mais les propositions pour la mise en place d'un accord de coopération ont été évoquées. À l'exception de la rencontre des dirigeants des deux pays lors des forums internationaux tels que les réunions de l'ONU, les sommets du Mouvement des non-alignés, les sommets du Conseil exécutif de l'Union africaine, où l'Inde a qualité observatrice, il n'y a pas eu d'échanges ou de visites de haut niveau entre les deux pays. De 2005 à 2008, les relations diplomatiques entre l'Inde et la Guinée équatoriale relevaient du Commissaire de l'Inde basé au Nigeria et accrédité pour plusieurs autres pays de la sous-région. Depuis 2008, l'accréditation simultanée est assurée par l'ambassade de l'Inde en Angola. Lors de la présentation des lettres de créance de l'Ambassadeur indien en mars 2008, le renforcement des relations bilatérales et la question de la coopération entre l'Inde et la Guinée équatoriale dans le secteur pétrolier ont été abordés.

Depuis 2007, en effet, l'opérateur pétrolier indien *ONGC Videsh Limited* (OVL) souhaite participer à l'exploitation des ressources pétrolières en Guinée équatoriale, et convoite la reprise de 20 % des stocks du champ de production appartenant à la compagnie américaine *Devon Energy*. Outre la demande d'une assistance de l'Inde dans la formation de cadres équato-guinéens en langue anglaise, la Guinée équatoriale avait manifesté son intérêt pour la mise en place d'une Commission mixte et la signature d'un accord global de coopération. En juin 2011, la délégation indienne avait participé à la 19<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine organisée à Malabo, sous la présidence de la Guinée équatoriale. L'Inde a un statut d'observateur auprès de l'UA. En juin 2014, la 25<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA a également eu lieu à Malabo en présence d'une délégation composée notamment du ministre indien des affaires étrangères, des Ambassadeurs de

76. [Audience du Premier ministre avec l'ambassadeur de la Turquie](#), Bureau d'information et de presse de Guinée équatoriale, 13 juillet 2013.

77. « [Turkey, Equatorial Guinea eye agriculture cooperation](#) », *World Bulletin*, 28 juin 2014 ; La Guinée équatoriale accueillera trois grands sommets, Bureau d'information et de presse de Guinée équatoriale, 31 juillet 2013.



l'Inde en Éthiopie et à Djibouti, du Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Union africaine, du chargé d'affaires auprès de l'Ambassade de l'Inde à Luanda.

Dans le cadre du processus IAFS-II (Sommet du Forum Inde-Afrique), l'Inde a proposé de mettre en place un centre d'applications en géomatique/géo-informatique pour le développement rural en Guinée équatoriale. Cinq de ces centres doivent être établis dans différents endroits sur le continent. Les autorités équato-guinéennes ont globalement approuvé le projet en juillet 2012. Par contre, en juin 2012, une ligne de crédit de 15 millions USD prolongée par l'*EXIM Bank* de l'Inde en 2005 pour un projet d'eau potable, a été annulé, les autorités équato-guinéennes n'ayant pas été en mesure de préparer les documents pertinents dans le délai prévu et remplir les formalités exigées dans le cadre du crédit.

De même, dans le cadre du programme de renforcement des compétences et d'assistance technique (ITEC), cinq « créneaux de formation » ont été attribués à la Guinée équatoriale mais n'ont pu être utilisés en raison de la barrière de la langue ainsi que de la mauvaise connectivité avec l'Inde.

Les relations économiques et commerciales entre l'Inde et la Guinée équatoriale, bien que limitées dans l'ensemble, connaissent une progression relative au fil des années, principalement en raison de l'affirmation de la Guinée équatoriale comme pôle d'approvisionnement majeur en hydrocarbures (pétrole et gaz naturel). Le commerce bilatéral entre les deux pays est passé d'un volume de 4,87 millions USD en 2006-2007 à 276,74 millions USD en 2009-2010<sup>78</sup>. Cependant, le volume des échanges est tombé à 11,29 millions en 2010-2011, avant de remonter à 545,54 millions USD pour la période 2012-2013.

*Les chiffres du commerce pour les 4 dernières années (en millions USD)*

Années	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
<b>Les exportations vers la GE</b>	7,66	11,17	17,15	21,31	17,24
<b>Importations depuis la GE</b>	269,09	0,12	76,58	524,23	301,82
<b>Le total des échanges</b>	276,75	11,29	93,73	545,54	318,06

Source : *Foreign relations India*.

Chiffres en août 2014

La Guinée équatoriale est intéressée par les investissements indiens dans le secteur de la production énergétique (construction de barrages) ainsi que par la coopération dans le domaine pharmaceutique et celui de la technologie de l'information. Les exportations indiennes vers la Guinée équatoriale sont principalement constituées de produits halieutiques (poissons et crustacés), de fer, d'acier, de produits manufacturés, etc. Tandis que les importations indiennes sont notamment : les graines oléagineuses, les scories et cendres, le bois et les ouvrages en bois, les perles fines ou de culture, les pierres.

78. [Portal Foreign relations](#), India.

Environ 300 ressortissants indiens travaillent dans la capitale de Malabo dans les grands magasins et les hôtels, mais aussi dans les installations pétrolières offshore pour des contrats de courte durée.

### L'Afrique du Sud

La relation entre l'Afrique du Sud et la Guinée équatoriale est en construction. L'Accord général de coopération (*General Cooperation Agreement*) signé entre les deux pays en décembre 2003 pose les bases d'une coopération de bonne entente, renforcée dans des domaines divers tels que l'agriculture, la santé, la défense, la communication, le tourisme, l'éducation, les investissements et le commerce, ainsi que les secteurs pétroliers et miniers<sup>79</sup>. Il prépare d'autres accords dont l'« *Agreement for the Reciprocal Promotion and Protection of Investments* », signé le 17 février 2004, facilitant et encourageant les investissements entre les deux pays.

Il permet également de réaffirmer les principes du respect de la souveraineté, de l'égalité entre États, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique, d'interdépendance, de non-agression et de l'intangibilité des frontières<sup>80</sup>. La politique d'émergence des deux pays, bien que plus avancée en Afrique du Sud, les amènent à renforcer leurs liens en finalisant en 2012 la création d'une Commission de coopération bilatérale (*Bilateral Joint Cooperation Commission* ou JCC). Comme l'affirme l'Ambassadeur sud-africain en Guinée équatoriale, l'Afrique du Sud, en tant que pays émergent, veut aider la Guinée équatoriale à se développer et est donc impliquée dans divers secteurs de l'économie<sup>81</sup>.

Dans le domaine économique, les échanges commerciaux bilatéraux, jusqu'alors très minimes et penchant en faveur de l'Afrique du Sud, semblent prendre une nouvelle tournure et augmenter de manière significative depuis 2006. L'Afrique du Sud exporte de la machinerie, des denrées périssables, des fournitures et des équipements alors que la Guinée n'exporte que de la machinerie. Dans le domaine pétrolier, le secteur équato-guinéen est intéressant pour l'industrie sud-africaine. Ainsi, des compagnies pétrolières d'Afrique du Sud, comme la PetroSA, ont investi et participé à l'exploration et la production offshore du pétrole en Guinée équatoriale, allant dans le sens de la politique d'affirmation de l'Afrique du Sud comme plaque tournante régionale dans le secteur du pétrole en Afrique centrale. Dans le domaine militaire, les pays ont exprimé en 2011 leur volonté de renforcer leur coopération à la suite d'une visite officielle du président équato-guinéen en Afrique du Sud. La visite du deuxième vice-président équato-guinéen, Teodorin Nguema Obiang Mangue, en Afrique du Sud en novembre 2013 a matérialisé cette volonté, avec la négociation pour l'achat éventuel de matériel militaire pour les forces armées et la sécurité nationale de la Guinée équatoriale<sup>82</sup>.

---

79. [Background document on South-Africa- Equatorial Guinea socio-economic relations](#), *Dirco* 2011/12.

80. [South Africa, Equatorial Guinea deepen ties](#), *Afrol News*, 17 février 2014.

81. [Entrevista con el embajador de Sudáfrica en Guinea Ecuatorial](#), *Guinea ecuatorial press*, 27 décembre 2012.

82. [Visita del Vicepresidente Segundo a Sudáfrica](#), *Guinea ecuatorial press*, 7 novembre 2013.

## CONCLUSION

S'inspirant de la trajectoire des émergents, les pays de la région se sont engagés dans d'ambitieux programmes d'investissements publics axés sur la mise en place des infrastructures de base (routes, production d'électricité, installations portuaires, etc.), indispensables à l'amélioration de leur compétitivité dans l'économie-monde, et surtout à leur propre développement.

Cette dynamique générale résulte en grande partie des changements structurels majeurs qui affectent l'économie mondiale, marquée par la réduction progressive de la dépendance de l'Afrique à l'égard des marchés des pays développés, au bénéfice des échanges avec les pays émergents. Depuis la décennie 2000, en effet, l'axe du commerce international est en train de basculer, la majeure partie de l'activité économique mondiale passant des pays du G7 aux économies émergentes. D'ici à 2060, selon les prévisions, seulement 27 % des exportations de l'Afrique auront pour destination les États-Unis et l'Union européenne, contre 54 % en 2006<sup>83</sup>.

Les pays émergents jouent ainsi un rôle décisif dans les mutations en cours, leur demande exponentielle en produits de base contribuant depuis une décennie à l'amélioration des termes de l'échange en faveur du continent africain, de même qu'elle stimule les flux d'investissements indispensables aux stratégies d'émergence des pays de la région.

Conçus pour impulser le progrès social, notamment par le renforcement du capital humain, les différentes stratégies politiques et institutionnelles envisagées par les aspirants émergents sont porteuses de nombreux espoirs, mais ne sont pas dépourvues d'écueils. En effet, si la richesse en ressources naturelles crée des possibilités pour les pays qui en possèdent, le risque existe que ce modèle d'échange enferme certains pays dans le rôle de fournisseurs de produits de base, et ne réduise les gains de productivité nécessaires pour soutenir une croissance forte et résiliente par ailleurs aux chocs extérieurs. De même, le modèle des Zones économiques spéciales (ZES), inspiré de la trajectoire chinoise notamment, et plébiscité par le Gabon et le Congo comme outils de diversification économique, fait encore débat. Son mécanisme reposant sur l'attractivité des capitaux extérieurs par des incitations fiscales, peut aussi être vu comme une cause de perte de revenu, car les entreprises qui y seront installées bénéficieront de généreuses exonérations fiscales. Comme préalable à sa réussite, le modèle suppose l'amélioration du climat des affaires d'une part, l'amélioration des capacités de transformation en amont et en aval des produits de base, pour leur donner une réelle valeur ajoutée, d'autre part. Il suppose toutefois aussi l'émergence d'un entrepreneuriat local et une industrie manufacturière locales en lieu et place des seules importations des produits issus des émergents.

Par ailleurs, bien qu'une part importante des investissements directs étrangers (IDE) dans cette sous-région reste largement orientée vers les secteurs des mines et des ressources naturelles<sup>84</sup>, les secteurs des télécommunications, des biens de consommation et l'agriculture semblent attirer de plus en plus d'investisseurs. C'est notamment le cas des investissements indiens.

---

83. [L'Afrique dans 50 ans : vers une croissance inclusive](#), Banque africaine de développement (BAD), août 2011, p. 22.

84. Près de 83,9 % de la valeur totale des transactions réalisées au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en Guinée, au Sénégal, en Sierra Leone et au Congo entre 2008 et 2012.

Cette évolution permet d'espérer à moyen terme, l'élargissement de la base de production et d'exportation des pays à faible revenu, de même que la stimulation du secteur privé, notamment par le recours aux nouvelles technologies, la promotion des innovations et l'exploitation des connaissances locales, permettraient la montée en puissance de la chaîne de valeur des principales industries.

Plus fondamentalement, le rôle éminent joué par les émergents – Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud – dans le commerce, l'investissement et la gouvernance à l'échelle mondiale, favorise des relations fondées sur les avantages mutuels et la solidarité plutôt que sur les seules perspectives commerciales. Ces nouveaux partenariats ont permis aux pays africains d'accéder à une nouvelle posture sur la scène internationale, en renforçant leur engagement avec les émergents, non seulement en matière de commerce, d'investissement et de financement du développement, mais aussi dans les relations diplomatiques et culturelles. La coopération entre l'Afrique et les émergents offre les possibilités d'un développement sur une assise plus large, alimenté notamment par les échanges culturels, sociaux, scientifiques et technologiques. Un tel développement serait le gage d'une diffusion plus rapide des idées productives, des innovations qui sont aussi des facteurs clefs de la création de richesse.

\*\*\*

### **Auteurs :**

Jean Delors Biyoque Bi Ntougou  
Michel Luntumbue  
Estanislav Ngodi  
Alphonse Zozime Tamekamta

### **Coordination scientifique :**

Michel Luntumbue

Les idées et opinions exprimées dans cette note n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le ministère de la Communauté française de Belgique. Créé en 1979, le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité. Il souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr, en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. <[www.grip.org](http://www.grip.org)>